

**plus.lesoir.be**Date : **11/05/2018**

Page : --

Periodicity : **Continuous**

Journalist : --

Circulation : --

Audience : **193748**

Size : --

<http://plus.lesoir.be/155768/article/2018-05-11/le-marche-des-grands-travaux-reprend-vigueur>

Le marché des grands travaux reprend vigueur

MS EN LIGNE LE 11/05/2018 À 09:00 JEAN-CHRISTOPHE DE WASSEIGE

Les groupes actifs dans le bâtiment et les travaux publics retrouvent le moral car le nombre de chantiers d'importance est en hausse : RER, routes, etc. Cela tranche avec des décennies de désinvestissement public. Sans toutefois arriver à compenser...



© AVPRESS.

Chaque année depuis cinq ans, les 65 grandes entreprises actives dans le bâtiment et les travaux publics (BTP) sont sondées sur leurs prévisions économiques par leur association professionnelle, l'Adeb, l'Association des entrepreneurs belges de grands travaux. Cette dernière fait partie de la Confédération de la Construction, mais entend porter sa propre voix. Ces grands noms (CFE, CIT Blaton, Besix, Eiffage, Louis De Waele, Bouygues Belgium, Thiran, Dherte, etc.) se distinguent en effet dans un secteur global constitué à plus de 75 % de PME et d'indépendants.

Ces dernières décennies, ce segment du BTP n'a pas franchement été à la fête. C'est que les investissements publics dans les infrastructures – routes, métros, trains, écoles, bâtiments, etc. – ont régressé jusqu'à la portion congrue : autour des 2,2 % du PIB. Il fallait réduire l'endettement du pays. D'où des économies réalisées dans les budgets « infrastructures ». Le tour de vis budgétaire, suite à la grave crise financière et économique de 2008-2009, a renforcé cette tendance. Résultat ? « *Entre 2014 et 2017, le volume*



d'affaires de notre secteur a encore reculé », déplore Marc Peeters, l'ancien président de l'Adeb.

Pour 2018, il y a du changement ! Pour la première fois depuis longtemps, plusieurs chantiers d'importance ont été engagés. L'Oosterweel, le bouclage du ring sursaturé d'Anvers, a été décidé et un premier marché de 400 millions d'euros a été attribué. Après trois refus d'Eurostat sur le mode de financement, le dossier de recréation d'une ligne de tram à Liège sur 12 km a été revu et accepté. Le ministre fédéral des Transports François Bellot a débloqué 1 milliard d'euros, essentiellement via emprunts, pour achever le RER autour de Bruxelles. La Stib a confirmé sa volonté de creuser une 5e ligne de métro afin de mieux desservir les communes de Schaerbeek et Evere, et ce pour un montant global de 1,4 milliard. La Région wallonne s'est engagée dans une politique désormais structurelle d'entretien de ses routes.

« Notre secteur est enfin en train de sortir de la crise de 2008, diagnostique Frédéric Loriaux, le président actuel de l'Adeb. D'une part, il y a une reprise économique. D'autre part, après une période d'austérité, les gouvernements européens ont enfin compris qu'il était utile d'investir dans les infrastructures pour soutenir la croissance. Un certain nombre de pays ont annoncé des projets. En fait, ils font aujourd'hui ce qu'ils auraient dû réaliser plus tôt, durant les années 2010, lorsque la conjoncture était atone. »

Au niveau belge, tous les projets annoncés sont appréciés par le secteur, même s'ils ne suffiront pas à retrouver un niveau d'investissements comparable à celui des pays voisins. *« En fait, il s'agit plus exactement d'un rattrapage de chantiers retardés ou reportés durant les dernières années »,* précise l'association.

Un optimisme... mesuré

Les entreprises belges du BTP s'attendent donc à voir leur chiffre d'affaires grimper de 10 % cette année. Le sondage mené le confirme d'ailleurs. *« En ce qui concerne l'avenir, neuf patrons sur dix se disent confiants, précise Didier Cartage, le directeur général de l'Adeb. Ce qui est un peu plus qu'en 2017. Ils étaient alors huit sur dix ».*

Bref, l'optimisme s'est renforcé mais pas de façon démesurée. Car deux points noirs continuent d'inquiéter. Le premier concerne les difficultés de recrutement qui se sont encore aggravées (voir l'encadré). Le second porte sur le déficit de compétitivité par rapport aux entreprises étrangères du fait des charges sociales élevées. Le différentiel persiste malgré la promesse du gouvernement fédéral d'accorder un allègement pour tout le secteur de la construction de 600 millions d'ici à 2020.

Pénurie: 500 salariés par an

« L'activité est là et nous sommes prêts à embaucher ; cependant, nous sommes confrontés à des difficultés de recrutement », alerte l'Adeb. Aujourd'hui, quand le BTP belge fait la somme de tous ses recrutements et départs sur une année, il lui manque 500 personnes sur un total de 141.800. *« Plusieurs problèmes se posent. Un : il faut remplacer une génération qui va partir à la retraite puisque 40 % de nos ouvriers ont plus de 40 ans.*



Deux : nous avons besoin de travailleurs mieux qualifiés, tant des manœuvres que des ingénieurs. Les formations ne correspondent pas à nos besoins. Et trois : avec l'irruption des technologies digitales, de nouveaux métiers sont apparus et il nous faut des profils capables de les assumer. »